

Semaine à la fois encourageante pour le devenir des armées et triste avec ces accusations sans preuves de comportements inappropriés en RCA.

Devenir des Armées

Pour les armées, il est certain que les choix du président de la République sont forts et méritent d'être salués. Le ministre de la défense a aussi largement été à la peine et peut être crédité de ce succès... Il est fort, Jean-Yves Le Drian !

- Si effectivement le financement suit puisqu'il est prévu jusqu'en 2019 donc pour le successeur éventuel du président de la République. Je peux espérer que son successeur éventuel respectera cette décision.
- Si effectivement, Bercy exécute les consignes données par le président de la République car cela ne semble pas toujours être le cas.

Je réagirai négativement en revanche sur le billet de Jean-Dominique Merchet (Cf. [L'Opinion](#)) Nous connaissons son aversion pour le déploiement des forces armées sur le territoire national. Son parti pris pour plus d'équipements en reste tout aussi surprenant : plus de matériels selon lui serait plus utile que plus d'hommes. En bref, on continue à privilégier les industriels produisant du matériel de plus en plus couteux compte tenu de la baisse de nos effectifs et de nos besoins. Un matériel très performant, et donc très couteux, est-il bien adapté à nos besoins opérationnels d'aujourd'hui et aux guerres que nous menons ? Je suis loin d'en être convaincu.

Si je rajoute son second billet sur la re-crédation des divisions (Cf. [L'Opinion](#)), je me permettrais de dire que le combat divisionnaire a fait ses preuves et que ceux qui l'ont pratiqué connaissent son efficacité. Ce n'est pas un combat d'hier mais une connaissance de son métier. Mr Merchet, malgré votre longue expérience au contact des armées, je pense que vous êtes en retard d'une guerre. La guerre d'Algérie, la guerre froide c'est terminé. Il est temps d'entrer au XXIe siècle. Je ne peux donc être d'accord avec ces positions qui oublient le rôle d'une armée, qui doit d'abord protéger la nation avec des moyens humains.

Allez, Jean-Dominique Merchet, il est temps de « raccrocher » !

Accusation en RCA mettant à mal la réputation des armées en opération

Deuxième sujet, attristant, est cette accusation mettant à mal la réputation des armées en opération. S'il y a culpabilité et surtout des preuves irréfutables, les sanctions seront naturelles.

En revanche, le contexte général interpelle. Une France qui, militairement, s'impose, une France qui vend ses avions dans des régions convoitées par nos « amis » anglo-saxons, une diffusion d'un rapport interne par une ONG américaine et un quotidien britannique notamment à veille de négociation où anglophones et francophones sont opposés, le soupçon ne peut que régner alors que cela fait plusieurs mois que la France a diligenté une enquête sans succès. Alors la présomption d'innocence, elle est où ?

Je retransmets donc cette position d'un de mes camarades de promotion, le général Bény qui

connait bien la république centrafricaine. Mieux vaut en effet s'adresser à ceux qui sont sur le terrain.

Témoignage du général Philippe Béný

« J'ai un petit avantage sur ceux qui écrivent ou pérorent sans trop rien connaître de la réalité de cette affaire : je suis à Bangui depuis longtemps, je connais le contexte général, les lieux et nombre des acteurs en cause. Je suis en outre ce qu'on pourrait appeler un « vieux soldat » qui en a pas mal vu, notamment en Afrique, et je pense être capable de poser un regard un peu plus discursif que d'autres sur tout cela.

Pour aider à se faire une idée sur cette affaire, je vais articuler mon propos entre l'exposé de quelques faits objectifs, celui de quelques interrogations liées à ma connaissance du sujet RCA, et enfin celui de mon avis – par nature subjectif – sur certains points.

Des faits

Le camp de Mpoko, proche de l'aéroport, est situé à un endroit où par la géographie des lieux plusieurs forces internationales ont pu avoir contact avec les occupants : avec beaucoup de soldats africains, ce sont la MISCA (force interafricaine) puis la MINUSCA (force ONU) ; avec beaucoup de soldats français et/ou européens ce sont SANGARIS (force française) et EUFOR (force européenne).

Il faut alors très précisément s'intéresser aux dates des faits, parfois à 24 heures près, car ces forces avaient, ou pas, mandat d'être là en protection, parfois proches les unes des autres, parfois au fil des relèves, parfois sur un mode différent entre le jour et la nuit, parfois en renforcement temporaire l'une de l'autre, etc... tout cela au profit d'une sécurité toujours précaire à assurer avec des effectifs toujours contraints. Tout cela pour dire que savoir exactement qui était à tel endroit à telle période est bien difficile, surtout quand la période avancée ici et là court de décembre 2013 à juin 2014 selon les sources.

Le commandement SANGARIS et donc l'Etat-major des armées à Paris ont connaissance des allégations le 29 juillet 2014. Ils réagissent aussitôt, conformément aux lois et usages (enquête de la Gendarmerie Prévôtale, enquête de commandement, action de Justice). Mais considérons bien qu'à ce moment-là, les acteurs qui restent 4 mois en RCA ont déjà pu être relevés 2 fois sur la durée évoquée : pas facile de les trouver quand un flou total règne sur les dates de commission des faits.

En RCA, si l'on veut bien admettre qu'un mineur en grande difficulté dans un camp de déplacés est prêt à accepter un acte sexuel contre une boîte de ration, ce qui est sans doute très malheureusement vrai, on voudra aussi bien admettre que le même est prêt à dire ou témoigner de n'importe quoi contre une somme dérisoire remise par celui qui aurait besoin ou intérêt à la production d'un tel témoignage.

Des interrogations

Pourquoi une ONG ayant connaissance de ce type de comportement n'en réfère pas

immédiatement au commandement de la force en cause ? Il existe des modalités de contact très rodées et connues de tous les humanitaires entre les forces et les ONG (cluster humanitaire), cela aux fins de partager l'information et d'assurer une nécessaire coordination des actions. Etrange de préférer « faire des rapports et des entrevues d'enfants » plutôt que de communiquer cela le plus rapidement possible aux autorités locales (alors notoirement déficientes, hélas !) ou, plus sûrement, au commandement de l'une ou l'autre des forces en cause.

Pourquoi cette affaire de nature à fragiliser le rôle de la France en RCA sort-elle via un média anglo-saxon juste avant l'ouverture du « Forum de Bangui », une étape clé de la gestion de la crise en RCA ? Car il faut savoir que le rôle et les options françaises rencontrent des oppositions politiques, c'est bien naturel, et qu'un récent « processus de Nairobi » a été refusé par la France et la RCA au grand dam d'acteurs internationaux parlant généralement anglais...

Des avis

Il y a sans doute eu quelque chose de bien sordide, hélas ! aux abords de ce camp. Mais qui et quand ? Celui qui dirait de façon péremptoire, selon les cas, que jamais un soldat français, ou européen, ou onusien ne saurait commettre de tels actes n'aurait pas mis les pieds sur le terrain depuis bien longtemps... C'est malheureusement possible. Nature humaine...

Admettons donc une réalité des faits allégués. Maintenant, quand l'heure de la punition arrive, il faut frapper. Il faut certes frapper fort, mais surtout juste. Or quid des preuves ou des éléments scientifiques tangibles ? Peut-on imaginer ce qu'est le camp de Mpoko à la période considérée ? Une zone de non droit, d'insécurité et de misère humaine absolue. En plus, livrée à de fortes manipulations politiques de par des groupes ethniques rivaux, parfois hostiles à la position politique française.

Je m'amuse ainsi, si je puis dire, de voir depuis quelques jours les « témoins oculaires » complaisamment produits par RFI ou France 24. C'est à pleurer de voir ces faux témoins notoirement stipendiés par des groupes armés courir, en superbe polo et casquette hip-hop totalement incongrus à Mpoko, face aux micros et caméras pour dire n'importe quoi.

Car c'est ainsi en RCA, on crée le chaos, les gens crèvent dans les camps, mais on continue la politicaillerie et les manipulations, et cela aux frais de ces braves internationaux, civils et militaires, français en tête, assez gentils pour venir assurer un minimum vital et sécuritaire. Venir dans ce barnum faire une enquête façon « Les experts » avec combinaison blanche immaculée, pipettes et jolie tresses marquées « police » est une simple vue de l'esprit. Cela continue d'être, je le suppose, la difficulté de ceux en charge du dossier, juge comme gendarmes OPJ : quelle matérialité ? Quelles preuves ? Quelles traces ADN ?

Pourquoi avoir « caché » l'affaire depuis juillet 2014 ? Mais alors là, pardon de penser avec les Antiques et les juristes que « nul n'est censé faire état de sa turpitude »... Quand on a si peu à communiquer, il n'est pas choquant du point de vue militaire français de la fermer, surtout que rester discret ne veut absolument pas dire de rien faire, cette affaire me semble emblématique à ce sujet.

Au total

Près de 10 000 soldats français sont passés en RCA depuis décembre 2013.

14 à 16 seraient impliqués dans une affaire sordide par ailleurs immédiatement traitée par le commandement de SANGARIS, par l'Etat-major des armées et par la justice française dès qu'ils en ont eu vent.

Une fois les faits avérés et l'enquête terminée, s'il y a des coupables, nul doute que viendra le temps des sanctions qui seront judiciaires, mais aussi statutaires et disciplinaires pour ainsi punir à trois titres ces militaires, c'est à dire bien plus que ne le serait un civil. C'est ainsi. 14 à 16 salopards (encore potentiels) sur 10 000 hommes. Total 0,14 à 0,16% de comportements inadmissibles... C'est évidemment encore trop, mais :

- à rapprocher des milliers de vies centrafricaines sauvées par SANGARIS partout en RCA ;
- à rapprocher des 3 morts et 120 blessés de SANGARIS tombés pour ce faire ;
- à rapprocher de ce que vient de montrer l'Education Nationale qui semble simplement changer de classe ses pédophiles pourtant avérés...

Voilà ce que je voulais apporter à ceux qui me liront, pour les convaincre que cette triste affaire n'échappe pas à la règle de l'arbre qui cache, hélas ! souvent la forêt. En l'occurrence, ces 14 à 16 salopards, s'ils existent, auront pollué l'image des 10 000 autres dont l'action en RCA est unanimement reconnue comme ayant été des plus positives ».

Merci Philippe pour ce témoignage. Nous sommes vraiment une bonne promo !